

## Fiers de notre Histoire

En parallèle d'une réforme des collèges, de terminologies à la fois absurdes et pathétiques pour nommer les activités scolaires, une refonte du programme d'Histoire est concoctée par un comité dont visiblement l'amour de la France n'est pas la première des vertus.

La dérive de l'enseignement de l'Histoire n'est pas nouvelle. Nos dirigeants que l'on pourrait supposer éduqués et cultivés (le cumul n'étant pas automatique) sont depuis longtemps les premiers fossoyeurs de l'Histoire de la France.

Passons sur François Mitterrand dont la vie personnelle fut une excellente illustration de l'ambiguïté des années d'occupation.

Passons sur la manie récente de l'autoflagellation qui consiste à voter des lois mémorielles qui jettent au tribunal et condamnent les hommes politiques de jadis jugeant leurs actes d'hier à l'aune des principes d'aujourd'hui.

Au-delà de leur promiscuité corrézienne, Jacques Chirac et François Hollande ont en commun d'avoir déclaré responsable la France des exactions commises pendant la guerre notamment à l'égard de la population de religion juive en pleine complicité avec l'occupant allemand. Réalise-t-on que cela fait d'eux de zélés pétainistes ! La démonstration est simple. Si on peut considérer que l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain est légale, votée par les assemblées dont la chambre du Front Populaire, son maintien devient très rapidement illégal dans la mesure où

le référendum prévu pour entériner sa nouvelle Constitution n'eut jamais lieu. La similitude avec 1958 est d'ailleurs étonnante. Dans ce cas, le référendum du 28 septembre 1958 donne son onction légale à la Vème République. Le jugement est ici celui du juriste, la légitimité n'allant pas toujours de concert avec la légalité. Et d'ailleurs, en pleine débâcle à l'aube de l'été 1940, le nouveau Président du Conseil n'est-il pas légitime pour une immense majorité des français ? Considérer que les actions de 1942 ou 1943 relèvent de la responsabilité de la France revient à prolonger la légalité du gouvernement de Vichy alors que celle-ci est depuis des mois à Londres puis à Alger autour du Général de Gaulle. Ce n'est donc pas la France qui a fauté mais un gouvernement de collaboration à la fois illégitime et illégal. Zéro pointé à Messieurs Chirac et Hollande à leur épreuve d'Histoire.

L'erreur Sarkoziste fut déjà dénoncée s'agissant de la lettre de Guy Mocquet. Le martyr de l'adolescent n'est pas en cause ! Mais Guy Mocquet ne fut jamais résistant. Arrêté par la police française alors que le pacte germano-soviétique était encore d'actualité, il fut ensuite interné comme fils de député communiste. C'est après le meurtre d'un officier allemand, geste interdit par de Gaulle en raison des représailles mais encouragé par Staline pour que l'exécution d'otages innocents mobilise la population, qu'il fut fusillé.

Nous vivons la même erreur avec l'entrée au Panthéon de quatre "résistants" selon la version officielle et selon la presse dont la culture est au niveau que l'on sait.....

Germaine Tillion, Geneviève Anthonioz de Gaulle et Pierre Brossolette payèrent leur engagement dans la Résistance : la déportation pour les deux premières ; la mort pour le troisième. Mais Jean Zay ne fut pas résistant. Il ne s'agit pas d'émettre un doute sur sa légitimité à reposer au Panthéon. Ce fut un homme d'exception. Jeune ministre du Front Populaire, il fit remarquablement évoluer l'éducation nationale. Hostile à l'armistice de 1940, emprisonné par le gouvernement de Vichy, il fut en 1944 extrait de sa cellule par la milice qui l'abattit sommairement. Martyr des années sombres, oui. Résistant au sens de l'action, non.

Quand l'inculture de nos gouvernants rejoint le fourre-tout de nos manuels d'Histoire, on atteint des sommets. La révolution française est désormais enseignée à nos collégiens sous forme d'une espèce de comparaison avec la révolution américaine. Ce sont deux révolutions fondamentalement différentes. La révolution américaine était le rejet de territoires exploités de leur puissance coloniale. Les treize colonies gagnèrent leur indépendance, se constituèrent en Etat fédéral, créèrent une République parce que c'était le système le mieux adapté pour cimenter leur jeune Nation. La révolution française, on devrait d'ailleurs écrire "les" révolutions, tant 1789 n'est pas 1792, fut l'exaspération d'un pays dont l'organisation économique et politique ne respirait plus. Les institutions américaines de cette époque ont survécu. Faut-il rappeler l'instabilité institutionnelle de la France depuis 1789 ?

François Hollande s'est mis au diapason de cet enseignement aux limites de l'absurdité lorsqu'il s'exprima pour le départ de " L'Hermione ", à la Rochelle. Il fit un rapprochement hasardeux entre les révolutions française et américaine. Le soutien de La Fayette aux insurgés fut d'abord une aventure personnelle avant d'être très vite le combat de la monarchie française contre son ennemie héréditaire britannique. C'était plus de dix ans avant la révolution française !

Ne nous étonnons pas dès lors de la dérive de l'enseignement de l'Histoire. La présentation chronologique est négligée. Il n'y a plus d'approche globale mais des thèmes pris au fil des périodes. Certains aspects sont obligatoires, d'autres facultatifs. La répartition n'est pas due au hasard. Elle est idéologique. L'étude du 18ème siècle néglige ce formidable mouvement, annonciateur de la révolution de 1789, que furent les Lumières. En revanche il est incontournable d'expliquer que nos ancêtres furent tous d'abominables colonisateurs esclavagistes. Hors de question évidemment de présenter la colonisation de manière équilibrée en évoquant ses éléments positifs.

L'esclavagisme, totalement condamnable dans notre approche contemporaine, n'est qu'europpéen, comme il l'était dans la stupide loi mémorielle que fit jadis voter Madame Taubira. Pourtant les chefs de tribus africains prenaient leurs frères de couleur comme esclaves, bien avant de les vendre aux occidentaux.

Quant aux États musulmans, ils utilisèrent l'Afrique comme une réserve de main d'œuvre avant et après la traite conduite par les européens. Des études précises montrent que 11 millions de noirs ont été déportés d'Afrique en Amérique par les bateaux européens. Mais 14 millions furent victimes d'esclavagisme interafricain et 17 millions envoyés dans les pays musulmans. Condamnons oui, mais alors condamnons tout le monde !

L'histoire de la chrétienté sera enseignée par petites touches, en fonction des événements étudiés. L'islam fera l'objet d'un cours spécifique.

L'Histoire de France est rétrospectivement réécrite. L'islam n'est pas l'histoire de France. C'est la chrétienté qui a accompagné pendant des siècles cette histoire. La Nation, quelles que soient les convictions de chacun, porte les valeurs de la religion chrétienne. Celle-ci a contribué à écrire notre histoire. L'erreur est de faire de l'enseignement de l'histoire un fourre-tout. Enseignons l'Histoire de France. Cela n'interdit pas d'étudier le

contexte international. Ne mélangeons pas l'histoire collective et l'histoire individuelle. Les enfants français de religion musulmane doivent s'imprégner de l'histoire de France, fut-elle intimement liée à l'histoire d'une religion qui n'est pas la leur. Ce n'est pas à l'éducation nationale de leur apprendre leur histoire individuelle, celle du pays de leurs ancêtres. C'est la famille, les lectures personnelles qui ont ce rôle. Qu'il y ait un enseignement des

principales religions pourquoi pas, mais ce n'est pas le rôle du cours d'histoire qui doit être une occasion de cimenter l'identité nationale.

Pour cela, il faut aimer la France.

Nos idéologues socialistes l'aiment-ils ?

**Gilles Bourdoleix**  
*Président du CNIP*  
*Député-Maire de Cholet*



### VALLS à quatre temps

Premier temps, une escapade en plein congrès socialiste. Le Premier Ministre a tout mis en scène pour jouer les vedettes au congrès socialiste à Poitiers. Le samedi soir il s'éclipse pour aller assister à la finale de la Champion's League opposant Barcelone à Turin à Berlin. Un avion s'envole de Paris avec tout le staff réglementaire à bord (médecin, officiers de sécurité et de transmission), atterrit à Poitiers, décolle vers Berlin avec Manuel Valls et fait le chemin retour dans la nuit.

En quoi cette finale concerne-t-elle le Premier Ministre de la France ? Comme par hasard, Manuel Valls barcelonais de naissance n'a jamais caché son attachement au club de sa ville natale. Est-ce la crise à la FIFA qui explique ce déplacement ? Difficilement justifiable puisque la ligue des champions relève de l'UEFA et qu'en plus le Ministre des sports expliquait quelques jours plus tôt que ce dossier n'entrait pas dans les affaires du gouvernement.

La prochaine Coupe d'Europe en 2016 est organisée en France. Quelle aubaine ! Manuel Valls avait donc une réunion avec Michel Platini, Président de l'UEFA. Laquelle n'était aucunement inscrite à l'agenda du Premier Ministre. Si elle devait rester secrète c'est raté. En outre, elle dut être brève, juste le temps de la pause entre les mi-temps. Platini, bon camarade, vint à la rescousse, confirmant un

entretien que les clichés pris dans les tribunes confirment. Mais peut-on parler de réunion ? C'est d'autant moins crédible que Platini était à Paris la semaine suivante pour évoquer le dossier de la Coupe d'Europe avec notamment un entretien à l'Élysée. Il aurait pu faire un détour par Matignon. Cela aurait économisé un aller et retour en avion et la corvée pour le Premier Ministre d'assister au match de Berlin...

Le Président de l'Assemblée Nationale osa même avancer l'hypothèse des Jeux Olympiques que Paris rêve d'organiser. Citons-le pour mesurer l'imagination de Claude Bartolone. " Sur ces grands événements, il y a toujours un membre du CIO qui traîne et plus on démontrera l'appétence des français, l'envie d'accueillir les JO, mieux ce sera ". C'est vrai que les membres du CIO ont eux une appétence particulière à se faire rincer dans les grands événements sportifs ! Mais ils préfèrent les petits cadeaux aux rencontres fortuites.

Deuxième temps, le bon père de famille. Alors que les explications plus que floues laissent encore mal à l'aise, on apprend que deux des fils de Manuel Valls étaient du voyage. Très franchement ce n'est pas le pire de l'histoire. Leur présence n'a pas alourdi la facture. Que l'avion vole avec deux passagers de plus ne change rien. Mais c'est la justification et l'omerta médiatique qui laissent pantois. Laissons

s'exprimer le ministre de l'économie Emmanuel Macron en précisant qu'il n'était pas à Poitiers n'étant pas "socialiste", dicit Cambadélis Premier Secrétaire du PS. "Qu'un père de famille qui a une obligation professionnelle un samedi soir et a la possibilité d'y associer ses enfants le fasse (...) ça me rassure plutôt". Pleurons dans les chaumières de France. Les mouchoirs de Cholet sont offerts.

Le gentil papa qui n'est jamais à la maison emmène ses garçonnetts voir un match un samedi. Touchant !

Outre le fait pour Monsieur Macron de nourrir la fiction d'une "obligation professionnelle" toujours pas démontrée, on nous invente une histoire familiale qui autorise à creuser la vie privée de Monsieur Valls. Celui-ci est divorcé depuis une dizaine d'années de la mère de ses quatre enfants avec laquelle il a été marié vingt ans. Il est depuis 2010 remarié. Il n'a pas d'enfant avec sa deuxième épouse.

Quel journaliste a précisé que les fils de Manuel Valls ont une vingtaine d'années et doivent moins souffrir des absences d'un père avec lequel ils ne vivent pas qu'un enfant ou un adolescent ?

La fable familiale s'écroule.

Troisième temps, l'innocence sanctionnée. En visite à La Réunion, le Premier Ministre se fend d'un curieux mea culpa. Il a maintenu le mensonge du "déplacement officiel", tout en précisant que "sensible à la réaction des français", si "c'était à refaire je ne le referais pas". Il indiquera que "c'était une erreur mais pas une faute". Et dans la foulée d'annoncer le remboursement sur la base d'un coût commercial de 2 500,00 euros pour le voyage de ses deux fils dans le cadre de ce déplacement qualifié de "diplomatie sportive".

De qui se moque-t-on ?

Soit la présence de Manuel Valls à Berlin est réellement justifiée, alors emmener ses fils est anecdotique puisque n'engageant aucun surcoût.

Soit la promenade à Berlin était celle d'un supporter du Barça, alors c'est une faute politique majeure.

Les 2 500,00 euros jetés en pâture aux français sont pires que la faute originelle. C'est le mépris de ceux qui se croient tout permis.

Quatrième temps, le crétinisme journalistique dans toute sa splendeur. Sondage à l'appui, le "Journal du Dimanche" nous explique que l'action du Premier Ministre n'est pas pénalisée pour les deux ans qui viennent par l'affaire de Berlin. Encore heureux que les français ne sont pas dans ce type de confusion. La faute est grave mais le travail gouvernemental est ailleurs. Et il continuera d'être mauvais pour la France. Manuel Valls est typique des politiques d'aujourd'hui au plan national : aucun bilan local, pas de fond réel mais tout dans la communication financée avec l'argent public. L'escapade berlinoise demeurera un incident de parcours. Cependant, celui-ci est révélateur de la mentalité profonde d'une gauche perpétuelle donneuse de leçons et pourtant tellement attachée aux menus avantages du pouvoir dont elle se goinfre avec délectation.

Post-scriptum :

Pour les amateurs de Barcelone, en exclusivité dans le "49.5 INFO", ce SMS envoyé par Manuel Valls.

"J'en Neymar. Je suis déBusquets. Je me prenais pour le Messi. Me voici cloué au Piqué".

**Gilles Bourdouleix**  
*Président du CNIP*  
*Député-Maire de Cholet*